

sait ce qui se passe au sein des pays de l'OPEP. Bien entendu, ces perspectives ne tiennent pas compte des difficultés qu'entraînerait une aggravation de la situation politique au Moyen-Orient.

Le fait est que, dans quelques années, nous aurons à affronter de très graves problèmes. Le charbon, bien sûr, est l'une de nos ressources, ressource qui n'était pas considérée comme aussi valable que le pétrole, vu que dans les années 50, au Canada comme en Europe occidentale et aux États-Unis, le pétrole a rapidement supplanté le charbon dans le secteur de l'approvisionnement en énergie. Toutefois, la situation a évolué depuis, et elle continuera d'évoluer au cours des dix prochaines années.

J'estime que le gouvernement a fait une erreur grave dans sa politique énergétique en refusant d'ouvrir deux nouvelles mines de charbon dans la région du Cap-Breton au moment où le ministre responsable affirmait qu'en Nouvelle-Écosse le pétrole viendrait à manquer dans un avenir prochain, sans parler de la situation dans l'ensemble du pays. Pour cette raison, et compte tenu du chômage qui a toujours été aigu dans notre région, depuis que les charbonnages se sont mis à décliner dans les années 50, nous devons comme je l'ai déjà suggéré, demander au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, au président du Conseil du Trésor (M. Andras) et au ministre de l'Expansion économique régionale (M. Lessard) dont relève également la SDCB, de travailler en étroite collaboration. Ils devraient, puisqu'ils savent qu'il y a là des ressources, décider d'ouvrir l'an prochain une nouvelle mine de charbon dans la région du Cap-Breton. J'aurai, en terminant, quelque chose à ajouter et je vais rappeler ce que le premier ministre de la Nouvelle-Écosse a récemment déclaré sur cette question.

Comme nous le savons, la Société d'énergie des Maritimes a d'autres possibilités, et cela constitue un pas dans la bonne direction, mais nous pouvons légitimement reprocher au gouvernement d'avoir trop attendu pour créer cette société. La région de l'Atlantique, dans son ensemble, dispose également d'autres possibilités que nous pouvons maintenant envisager sous un nouveau jour mais qui, il n'y a pas si longtemps, n'auraient pu être considérées comme pratiques, comme par exemple le projet d'une centrale marémotrice dans la baie de Fundy.

● (2052)

Dans le contexte du chômage chronique qui sévit dans ma circonscription, le gouvernement a la possibilité de faire des recettes considérables s'il investissait dans deux nouvelles mines de charbon. Cela contribuerait à équilibrer notre balance des paiements et aiderait les industries du sud du Québec, comme je l'ai déjà mentionné. Nous espérons tous que le Québec continuera à faire partie du Canada, si bien que nous sommes presque tous prêts à le parier.

Certaines compagnies brûlent actuellement du pétrole. Pouvez-vous imaginer ce qu'elles devront déboursier si elles veulent survivre au sein de l'économie canadienne dans 10 ou 12 ans, si le directeur de la Société d'exportation du pétrole du Venezuela et les études actuelles ont raison, comme c'est probable? Elles devraient songer à utiliser le charbon. La politique

Impôt sur le revenu

énergétique de notre pays devrait prévoir l'usage du charbon au lieu de dispenser des prestations d'assurance-chômage dans des régions où il y a littéralement des milliers et des milliers de mineurs potentiels qui sont désireux de travailler et aptes à le faire. Une telle attitude corrigerait la situation que nous connaissons depuis les années 50.

Je pourrais en dire beaucoup plus long à ce sujet, monsieur l'Orateur, mais je me contenterai d'affirmer que ce qui nous fait gravement défaut au pays, c'est une politique énergétique.

Je ne sais pas si tous les députés seront d'accord avec moi, mais quand je pense aux 15 prochaines années, je vois une lacune énorme dans le domaine des transports, et spécialement des transports ferroviaires. Mirabel et les autres éléphants blancs qui ont été construits dans tout le pays servent au mode de transport qui consume le plus d'énergie, l'avion. Au lieu de penser à l'avenir et de nous rendre compte que nous devons investir davantage dans le transport ferroviaire des passagers et des marchandises, nous donnons le feu vert pour d'autres dépenses. Permettez-moi, monsieur l'Orateur, de donner un exemple de l'importance que rêvait ce service pour le pays.

Les services d'utilité publics et les aciéries d'Ontario—Stelco, Dofasco, Algoma—manqueront de charbon d'ici 15 ans, de charbon métallurgique; ils prévoient, de concert avec le ministère des Transports et le CN, reconstruire le réseau reliant l'Alberta et certaines régions de la Colombie-Britannique à la Tête des Lacs afin d'acheminer en Ontario le charbon dont la province a désespérément besoin. Ils savent que ce ne sera pas aussi facile qu'autrefois d'obtenir des États-Unis du charbon cokéfiant, du charbon métallurgique et du charbon à faible teneur en soufre pour fabriquer de l'acier et en tirer de l'énergie thermique. Il faudra au moins deux milliards de dollars pour le faire. Je devrais souligner que l'aciérie de Sydney produit surtout des rails.

Entre-temps, pourquoi le gouvernement n'étudie-t-il pas sérieusement ces autres questions? J'en ai parlé à la CTC et on a reconnu que si on ne le faisait pas, c'était à cause de l'imprévoyance du ministre des Transports (M. Lang) et probablement aussi de ses prédécesseurs. Ils portent des œillères quand il est question des transports aériens et routiers. C'est déplorable, étant donné surtout qu'il sera de plus en plus difficile de s'approvisionner en pétrole au cours des 15 ou 20 prochaines années. On devrait commencer dès maintenant à faire des analyses des coûts et rendements en vue de l'amélioration des terre-pleins entre Sydney et Montréal, afin de faciliter le transport des marchandises, de permettre à l'usine de Sydney de vendre plus de rails et d'agrandir l'usine du comté de Pictou qui fabrique des wagons pour le transport du grain. Si l'on prenait ces mesures, il n'y aurait pas des millions de chômeurs à l'aciérie de Sydney ou dans le comté de Pictou. Une situation pareille nuit à l'unité du pays et elle se répète continuellement.

M. Baker (Grenville-Carleton): Excellent discours. Tout à fait à propos.

M. Hogan: Je ne sais pas si le député se moque de moi ou s'il m'encourage.

M. Baker (Grenville-Carleton): Vous avez tout à fait raison.